



## PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

<b>Demande déposée le : 01/04/2025</b> <b>Complétée le : 15/05/2025</b>	<b>DOSSIER N° PC 091494 20 10002 M01</b>
<b>Titulaire :</b> SCI SNJPM représentée par Monsieur SPAGNUOLO Patrick  <b>Demeurant :</b> 10 rue du Bicentenaire de la Révolution 91220 LE PLESSIS-PATE  <b>Objet du permis initial :</b> Extension d'un local d'activités aménagements extérieurs et création de places de stationnement. <b>Objet du modificatif :</b> Mise à jour des implantations des bâtiments sur les parcelles. <b>Mise à jour des aménagements extérieurs</b> <b>Modifications d'ouvertures de façades</b>  <b>Sur un terrain sis :</b> 10 rue du Bicentenaire de la Révolution 91220 LE PLESSIS-PATE  <b>Cadastré :</b> A766	<b>SURFACE DE PLANCHER</b> <b>Existante :</b> 465,00 m <sup>2</sup> au lieu de 438m <sup>2</sup> suite à la mise à jour des implantations sur les parcelles <b>Accordée :</b> 885,00 m <sup>2</sup> <b>Modifiée :</b> 905,00 m <sup>2</sup> au lieu des 885m <sup>2</sup> suite à la mise à jour des implantations sur les parcelles <b>Démolie :</b> 0 m <sup>2</sup> <b>Nombre de logements accordés :</b> 0 <b>Modifiés :</b> 0 <b>Nombre de logements démolis :</b> 0 ----- <b>DESCRIPTION DU DOSSIER D'ORIGINE</b> <b>N° Dossier</b> PC 091494 20 10002 <b>Déposé le</b> 24/01/2020 <b>Par</b> Monsieur SPAGNUOLO Patrick <b>Demeurant</b> 36 avenue des Bois Clairs 91700 SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS <b>Délivré le</b> 15/06/2020

Arrêté N°A 088-25

Le Maire,

**VU** la demande de permis modificatif susvisée ;

**VU** l'avis de dépôt de la demande déposée à la mairie de LE PLESSIS-PATE en date du 1<sup>er</sup> avril 2025, affiché le 03/04/2025,

**VU** le Code de l'Urbanisme ;

**VU** le Plan Local d'Urbanisme (PLU) du Plessis-Pâté approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 29 avril 2024 ;

**VU** l'arrêté du Maire n°034 2020, en date du 24 mai 2020, portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Patrick RETEAU, 4<sup>ème</sup> Adjoint au Maire ;

**VU** le permis de construire initial n° PC 091494 20 10002 délivré le 15 juin 2020 à la SCI SNJPM représentée par Monsieur SPAGNUOLO Patrick pour l'extension d'un local d'activités aménagements extérieurs et création de places de stationnement

**VU** l'avis Favorable assorti de prescriptions de Coeur d'Essonne Agglomération - services-techniques- en date du 23 juin 2025, annexé au présent arrêté ;

## ARRÊTE

### Article 1

L'autorisation faisant l'objet de la demande susvisée est **accordée**.

### Article 2

Toutes les prescriptions émises dans l'autorisation initiale n° PC 091494 20 10002 délivrée le 15 juin 2020 demeurent applicables et devront être strictement respectées.

### Article 3

Le présent permis est assorti des prescriptions émises par les services et concessionnaires consultés, dans leurs avis susvisés.

### Article 4

La réalisation du présent projet donnera lieu au versement de la taxe d'aménagement pour sa part communale, départementale et régionale.

### Article 5

Toutes autorités administratives, les agents de la Force Publique compétents sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée au pétitionnaire, par lettre recommandée avec avis de réception postal

Un extrait du présent arrêté sera en outre publié par voie d'affichage à la Mairie dans les huit jours de sa notification et pendant une durée de deux mois.



Fait à LE PLESSIS-PATE, le 02 juillet 2025

Pour le Maire et par délégation,  
Le 4ème Adjoint au Maire

**Patrick RETEAU**

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.*

*Elle est exécutoire à compter de sa transmission et sa notification au demandeur (article L.424-7 du code de l'urbanisme).*

Reçu en Sous-Préfecture de Palaiseau le :

---

#### INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

---

**Durée de validité du permis :** conformément à l'article R. 424-17 du code de l'urbanisme, le permis est périmé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au bénéficiaire. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

En cas de recours contre le permis le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation différée des travaux dans l'attente de son obtention.

**Commencement des travaux :** Le bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration Cerfa n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du Gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19 du code de l'urbanisme, est disponible sur le site internet urbanisme du Gouvernement ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

**Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers :** il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis respecte les règles d'urbanisme.

**Prorogation :** Le permis ou la décision de non-opposition à une déclaration préalable peut être prorogé deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard.

La demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

La prorogation est acquise au bénéficiaire du permis si aucune décision ne lui a été adressée dans le délai de deux mois suivant la date de l'avis de réception postal ou de la décharge de l'autorité compétente pour statuer sur la demande. La prorogation prend effet au terme de la validité de la décision initiale.

**Affichage :** Mention du permis ou de la déclaration préalable doit être affichée sur le terrain, de manière visible de l'extérieur, par les soins de son bénéficiaire, dès la notification de l'arrêté ou dès la date à laquelle le permis tacite ou la décision de non-opposition à la déclaration préalable est acquise et pendant toute la durée du chantier. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

Cet affichage mentionne également l'obligation, prévue à peine d'irrecevabilité par l'article R. 600-1 du code de l'urbanisme, de notifier tout recours administratif ou tout recours contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis ou de la décision prise sur la déclaration préalable.

**Délais et voies de recours :** le permis peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain des pièces mentionnées à l'article R. 424-15 du code de l'urbanisme.

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation. Cette notification doit intervenir par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du déféré ou du recours.

**Assurance dommages-ouvrages :** le bénéficiaire du permis a l'obligation de souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L. 242-1 du code des assurances.

